



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

Mémoire prébudgétaire

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES
AOÛT 2016



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

RÉSUMÉ

- + *La prospérité économique dont jouissent les Canadiens dépend en grande partie de la capacité de transporter les biens canadiens vers les marchés mondiaux par voie maritime. D'un océan à l'autre, la croissance et la prospérité économiques du Canada sont intrinsèquement liées au secteur du transport maritime.*

- + *Le transport maritime augmente parce que la demande de commerce avec le Canada est en hausse. Toutefois, les Canadiens et la croissance économique du pays ont besoin d'un secteur du transport maritime sûr et durable.*

- + *Les sondages indiquent que les Canadiens sont conscients de l'importance du transport maritime pour notre économie, mais qu'ils savent aussi qu'on ne peut pas ignorer les préoccupations environnementales, surtout le long de nos côtes.*

- + *Les Canadiens s'attendent à ce que tous les intervenants dans le transport maritime — depuis les gouvernements jusqu'aux membres du secteur et aux autorités portuaires — fournissent de meilleures informations sur les activités de transport maritime et qu'ils surveillent mieux ces activités, notamment en améliorant les politiques relatives à la sécurité.*



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

+ *Clear Seas, qui a vu le jour en 2014 en réponse à une recommandation du Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes, est le seul porte-parole indépendant sur les pratiques exemplaires en matière de transport maritime au Canada.*

+ *Clear Seas recommande que le gouvernement envisage d'établir un fonds de prévention des urgences maritimes destiné à améliorer la sécurité maritime au Canada grâce à des mesures préventives.*

Le contexte économique du transport maritime

Lorsqu'on examine les mesures fédérales qui aideraient les entreprises canadiennes et contribueraient à la croissance économique du pays, il est utile de considérer le transport au Canada comme un seul réseau interconnecté qui sert de moteur à l'économie canadienne. La prospérité économique dont jouissent les Canadiens dépend en grande partie de la capacité de transporter les biens canadiens vers les marchés mondiaux par voie marine. D'un océan à

l'autre, la croissance économique du Canada est intrinsèquement liée à l'industrie du transport maritime.

La prospérité économique dont jouissent les Canadiens

dépend en grande partie de la capacité de transporter les biens canadiens vers les marchés mondiaux par voie maritime.



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

*D'un océan à l'autre, la croissance économique du Canada est intrinsèquement
liée au secteur du transport maritime.*

Le transport maritime augmente parce que la demande de commerce avec le Canada est en hausse. Pour se faire une idée plus précise de la mesure dans laquelle le transport maritime contribue au bien-être économique du Canada, le transport total de fret maritime au Canada a, selon Transports Canada, connu un taux de croissance annuel moyen de 1,1 % entre 2001 et 2010 et a atteint 475 millions de tonnes en 2012, la dernière année pour laquelle des données étaient disponibles.

La valeur du commerce maritime international du Canada s'établissait à 205 milliards de dollars en 2015. Selon la valeur, environ le tiers des exportations et plus du quart des importations sont transportées par voie maritime (Transports Canada, 2015). Bien que les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada avec lequel les échanges se font par voie maritime, les exportations et importations par bateau entre l'Asie et le Canada ont considérablement augmenté ces dernières années et on s'attend à ce que cette croissance se poursuive (Statistique Canada, 2012).

Les points de vue des Canadiens

Cette croissance se produit à un moment où le dialogue public concernant le transport maritime est devenu de plus en plus complexe. Les débats portent sur des questions comme l'examen public plus minutieux du secteur, l'accroissement proposé des expéditions



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

maritimes de pétrole, de gaz et de substances dangereuses et nocives, et la croissance de la taille des vaisseaux.

Le principal aspect du mandat de Clear Seas est de consulter le public et de communiquer avec lui. Afin de déterminer les attitudes du public à l'égard du transport maritime partout au pays, Clear Seas, en partenariat avec l'Institut Angus Reid, a mené un sondage qui a révélé que les Canadiens se considèrent comme un peuple de navigateurs et que leur opinion concernant le transport maritime et sa contribution à l'économie est généralement positive.

Globalement, les résultats de ce sondage indiquent que les Canadiens sont conscients de l'importance du transport maritime pour notre économie, mais qu'ils reconnaissent tout autant la nécessité de ne pas ignorer les préoccupations environnementales, surtout le long de nos côtes.

Globalement, les résultats de ce sondage indiquent que les Canadiens sont conscients de l'importance du transport maritime pour notre économie, mais qu'ils reconnaissent tout autant la nécessité de ne pas ignorer les préoccupations environnementales, surtout le long de nos côtes.

Un des principaux points qui ressort du sondage, c'est que les Canadiens s'attendent à ce que tous les intervenants dans le transport maritime — depuis les gouvernements jusqu'aux membres du secteur et aux autorités portuaires — fournissent de meilleures informations sur les



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

activités de transport maritime et qu'ils surveillent mieux ces activités, notamment en améliorant les politiques relatives à la sécurité.

La plupart des Canadiens font confiance aux mécanismes existants de surveillance pour assurer la sécurité dans le secteur (mais ils craignent qu'on ne leur n'accorde pas suffisamment d'attention).

De façon particulière, le sondage a révélé que :

- + la vaste majorité des Canadiens (75 %) croient que le transport maritime fait une contribution importante à l'économie, facilite le commerce international et procure des avantages aux collectivités côtières.
- + la plupart des Canadiens font confiance aux mécanismes existants de surveillance pour assurer la sécurité dans le secteur (mais ils craignent qu'on ne leur n'accorde pas suffisamment d'attention).
- + les Canadiens croient que le transport maritime est sûr, y compris l'expédition de gaz naturel liquéfié (mais ont des préoccupations concernant l'expédition de produits pétroliers).
- + seulement 14 % des Canadiens savent qu'il n'y a pas eu de déversements majeurs de pétrole au Canada au cours de la dernière décennie (par majeurs, on entend les déversements de 700 tonnes et plus).
- + les trois principales préoccupations des Canadiens concernant la sécurité du transport maritime sont les déversements possibles de pétrole (67 %), les déversements possibles de combustibles (61 %) et la pollution de l'eau (59 %).

*Un des principaux points qui ressort du sondage,
c'est que les Canadiens s'attendent à ce que tous les intervenants
dans le transport maritime — depuis les gouvernements jusqu'aux membres
du secteur et aux autorités portuaires — fournissent de meilleures informations
sur les activités de transport maritime et qu'ils surveillent mieux ces activités,
notamment en améliorant les politiques relatives à la sécurité.*

Une stratégie côtière nationale

Ces dernières années, le gouvernement canadien s'est préparé à la croissance des expéditions en examinant globalement le système de sécurité maritime, parce qu'il sait que les Canadiens et la croissance économique du pays exigent un secteur du transport maritime sûr et durable.

La lettre de mandat du ministre des Transports décrit très clairement deux priorités stratégiques liées à la sécurité maritime. Premièrement, le ministre doit travailler avec le ministre de Pêches et Océans et de la Garde côtière canadienne et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique pour améliorer la sécurité maritime, et deuxièmement, il doit officialiser un moratoire sur le transport de pétrole brut sur la côte nord de la Colombie-Britannique en collaboration avec le ministre des Pêches et des Océans et de la Garde côtière canadienne, le ministre des Ressources naturelles et la ministre de l'Environnement et du Changement climatique.



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

Il est évident qu'un secteur maritime dynamique sert l'intérêt de nombreux ministères fédéraux, y compris Transports Canada, le ministère des Pêches et Océans et de la Garde côtière canadienne, Environnement et Changement climatique, Ressources naturelles et Commerce international, ce qui démontre une concordance avec le mandat et le but de Clear Seas.

Clear Seas appuie sans réserve l'élaboration d'une stratégie côtière visant à améliorer la sécurité maritime. Toutefois, cet exercice indispensable ne pourra être réalisé que si l'on dispose des meilleures données et si l'on consulte les Canadiens et leur donne les renseignements les plus crédibles et objectifs à notre disposition.

En utilisant un modèle de recherche visant à établir un consensus dans ce domaine, Clear Seas a commandé deux projets de recherche indépendants au Conseil des académies canadiennes : *Accidents dans le transport maritime commercial : Cerner les risques au Canada* et *La valeur sociale et économique du transport maritime commercial au Canada*.

Le rapport de 2016, *Accidents dans le transport maritime commercial : Cerner les risques au Canada*, a défini les risques existants dans le transport maritime commercial dans toutes les régions du Canada et pour différents types de cargaisons, tout en soulignant les lacunes des connaissances et les domaines devant être mieux examinés. Cette recherche particulière est importante parce qu'elle établit un consensus, d'un océan à l'autre, sur les facteurs qui contribuent aux incidents et accidents maritimes et sur les incidences et la gravité des déversements sur l'environnement, et donne des conseils pour renforcer l'acceptabilité sociale essentielle à la croissance durable du secteur du transport maritime.

Clear Seas a aussi entrepris quatre autres études axées sur la sécurité maritime qui devraient être achevées entre octobre 2016 et décembre 2017. Ces études examinent la prévention des incidents impliquant le secteur du transport maritime commercial. En voici les sujets :



**Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016**

- + Projet 3. Préparation aux déversements pendant le transport de combustibles par eau et intervention lors de tels événements

- + Projet 4. Examen des principaux systèmes de commandement en cas d'incident dans les ports pour intervenir lors de déversements d'hydrocarbures

- + Projet 5. Enquête sur les pertes de contrôle à bord de navires et analyse de contre-mesures d'intervention efficaces pour la prévention d'échouement d'un navire en dérive

- + Projet 6. Approches maritimes et règlements de sécurité des terminaux de GNL dans le monde

Ensemble, ces études abordent plusieurs préoccupations répandues et courantes du grand public et produiront des renseignements fondés sur des données probantes concernant les meilleures pratiques pour assurer la sécurité et la viabilité des opérations. Elles permettront d'améliorer la qualité des débats publics sur ces questions et favoriseront la prise de décisions politiques ciblées, contribuant ainsi au développement d'un secteur du transport maritime dynamique, sécuritaire et durable qui est un chef de file mondial en matière de normes et dont les Canadiens ont le sentiment de faire partie et en lequel ils ont confiance.

Les cinq éléments de la gestion des urgences maritimes

De façon générale, la gestion des urgences maritimes compte cinq éléments liés entre eux. Ces cinq éléments s'étendent sur un continuum comprenant trois phases : la période avant une urgence maritime, la période de l'intervention elle-même et la période qui suit immédiatement l'urgence.

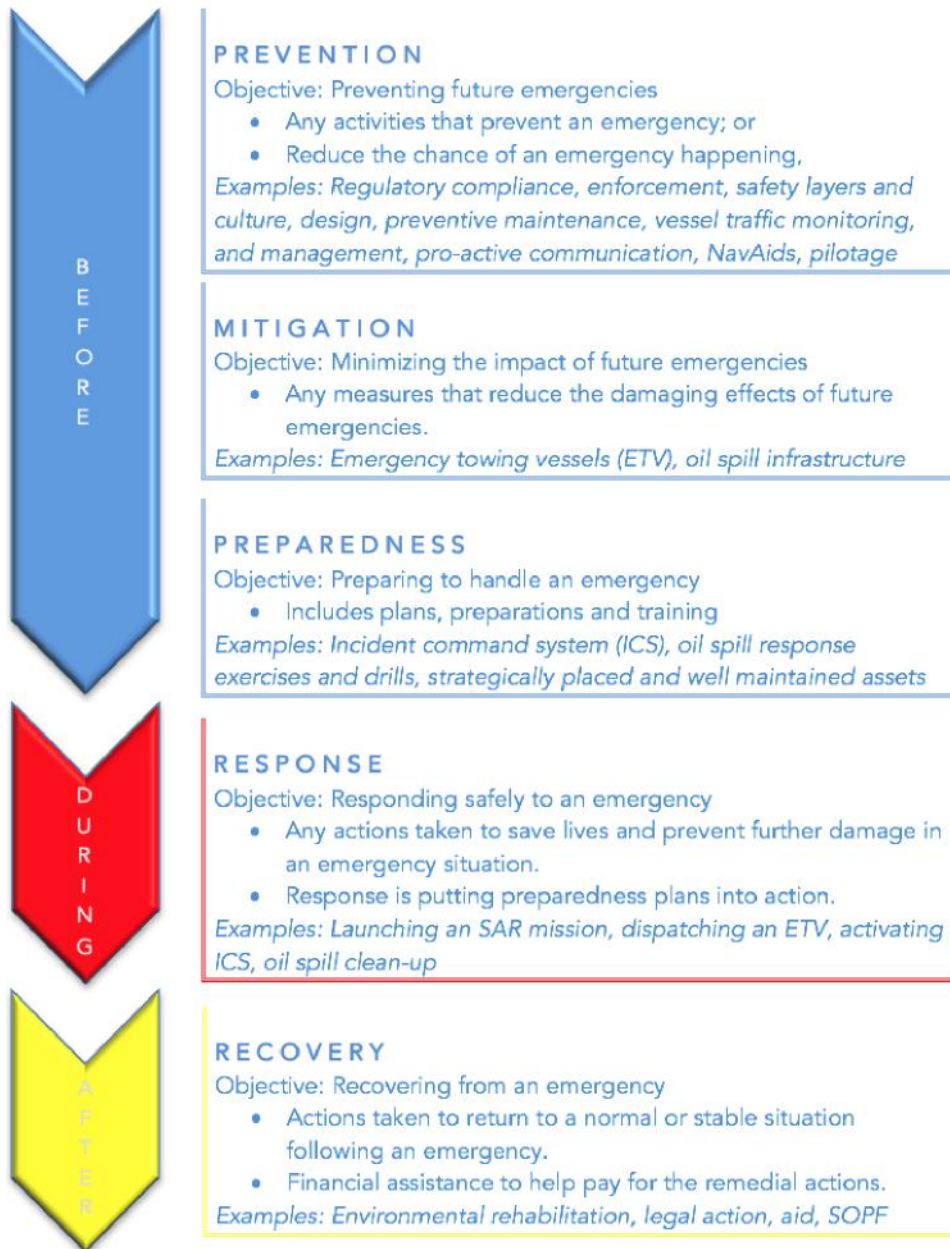
Au Canada, on dispose de ressources suffisantes, du point de vue des politiques et du financement, pour la période d'intervention et celle qui suit l'urgence maritime. Toutefois, selon



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

nous, c'est la période qui précède une urgence maritime, c'est-à-dire la période de « prévention », d'« atténuation » et de « préparation », qui est négligée. Cette période avant un accident est la période essentielle pour favoriser l'acceptabilité sociale du transport maritime. Toutefois, nos sondages ont aussi révélé que c'est la période pendant laquelle les Canadiens sont susceptibles de manquer de confiance dans le système.

The Five Elements of Marine Emergency Management



Les cinq éléments de la gestion d'une urgence maritime

A V A N T	<p>PRÉVENTION</p> <p>Objectif : Prévenir les urgences à l'avenir</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute activité qui prévient une urgence, ou • Réduit le risque qu'une urgence se produise. <p><i>Exemples : Conformité avec la réglementation, application des règlements, niveaux et culture de sécurité, conception, entretien préventif, surveillance et gestion du trafic maritime, communication proactive, aides à la navigation, pilotage</i></p>
	<p>ATTÉNUATION</p> <p>Objectif : Minimiser l'impact des urgences à l'avenir</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute mesure qui réduit les effets dommageables d'urgences futures <p><i>Exemples : Remorqueurs de sauvetage, infrastructure d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures</i></p>
	<p>PRÉPARATION</p> <p>Objectif : Se préparer à gérer une urgence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comprend des plans, des préparatifs et de la formation <p><i>Exemples : Système de commandement des interventions, exercices et entraînements pour les interventions en cas de déversement d'hydrocarbures, équipement bien entretenu et placé à des endroits stratégiques</i></p>
P E N D A N T	<p>INTERVENTION</p> <p>Objectif : Intervenir de façon sécuritaire en cas d'urgence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute mesure prise pour sauver des vies et prévenir d'autres dommages dans une situation d'urgence • L'intervention, c'est mettre en pratique les plans de préparation <p><i>Exemples : Lancer une mission de recherche et sauvetage, envoyer un remorqueur de sauvetage, activer le système de commandement des interventions, nettoyer le déversement d'hydrocarbures</i></p>
A P R È S	<p>RÉTABLISSEMENT</p> <p>Objectif : Se rétablir d'une urgence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mesures prises pour revenir à une situation normale ou stable après une urgence • Aide financière pour aider à payer les mesures correctives. <p><i>Exemples : Assainissement de l'environnement, action en justice, aide, Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires (CIDPHN)</i></p>



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

Recommandations concernant le budget :

En 2014, le Comité d'experts sur la sécurité des navires-citernes et le besoin urgent d'une prise de décisions fondée sur des données probantes en matière de transport maritime ont été à l'origine de la création de Clear Seas, un organisme sans but lucratif indépendant ayant pour mandat de produire des recherches impartiales et factuelles sur le transport maritime au Canada, y compris sur ses risques, les mesures d'atténuation et les pratiques exemplaires.

Clear Seas a été créé grâce à un financement sur trois ans comprenant des contributions de 3,7 millions de dollars de chacune de trois parties, soit le gouvernement du Canada (Transports Canada), le gouvernement de l'Alberta et des groupes de l'industrie représentés par l'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP).

Afin de remplir le mandat que lui a confié le gouvernement et qui consiste à améliorer la sécurité maritime au moyen de mesures de prévention et d'atténuation de calibre mondial, Clear Seas recommande d'envisager d'établir un **Fonds pour la prévention des urgences maritimes**. Clear Seas accèderait à une partie de ces fonds dans le but précis de promouvoir les pratiques exemplaires destinées à *prévenir* les urgences maritimes.

Le Régime canadien de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures règle la question de « l'intervention ». La Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires est une composante solide de l'aspect « rétablissement ». Toutefois, ce dont on parle moins à l'échelle nationale est l'aspect « prévention » visant à empêcher que des accidents se produisent.



Mémoire prébudgétaire au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes, août 2016

En ajoutant l'aspect « prévention » à l'ordre du jour du dialogue public, on peut s'attendre à ce qu'on se concentre moins sur l'aspect « intervention » et « rétablissement » et davantage sur un nouveau discours concernant la sécurité et la durabilité du transport maritime au Canada.

Théoriquement, le Fonds pourrait être structuré de plusieurs façons, et en établissant un Fonds pour la prévention des urgences maritimes, le gouvernement ferait mieux ressortir la valeur qu'un système de transport maritime sécuritaire de classe mondiale apporte au bien-être économique du Canada.

La prospérité économique du Canada exige aussi un soutien communautaire, ou ce qu'on appelle parfois *l'acceptabilité sociale*. Pour gagner la confiance du public, le secteur du transport maritime doit s'efforcer d'améliorer sa performance environnementale et en matière de sécurité pour qu'elle devienne la meilleure au monde, et la poursuite d'un programme axé sur la *prévention* atteindrait ce but.

RECOMMANDATION CONCERNANT LE BUDGET :

***Clear Seas, le Centre de transport maritime responsable,
recommande qu'on envisage d'établir un
Fonds pour la prévention des urgences maritimes
destiné à améliorer la sécurité maritime au Canada
grâce à des mesures préventives.***
